

## ► ***Quelle politique éducative ?***

**Q**UE CE SOIT à l'étranger ou sur le territoire français, il est manifeste que les décisions récentes du gouvernement concernant le secteur de l'éducation ne sont pas vraiment enthousiasmantes pour tous ceux qui, à l'exemple des militants du Sgen, sont attachés aux valeurs du service public, à l'égalité républicaine et à la réussite de tous les élèves.

Doit-on suivre Alain Dubet dans son appréciation de la politique menée par le ministre de l'Éducation nationale lorsqu'il affirme qu'il faut situer « la politique de Jean-Michel Blanquer dans une filiation conservatrice toujours convaincue que "c'était mieux avant" ». Il est vrai que le changement de ton est net et que les décisions annoncées laissent peu de place au dialogue auquel pourtant le Sgen-CFDT est si attaché.

En flattant les partisans d'une vision rétrograde et corporatiste de l'éducation tout en clouant au pilori les partisans d'une réforme volontariste de l'éducation, qualifiés du terme volontairement rendu péjoratif de "pédagogues", le gouvernement s'engage vers une nouvelle rupture qui ravive les braises d'une querelle scolaire, qui depuis des années, couve tout en refusant de dire son nom.

Le Sgen-CFDT, pourtant attaché à la modération et à la concertation, se trouve aujourd'hui mis en défaut par un gouvernement qui, par ses décisions, acte le principe de la rupture de la continuité de l'État, et, ce faisant, ouvre la porte à la radicalisation des positionnements des acteurs de l'Éducation dans leur diversité.

Les annonces faites la semaine passées concernant l'AEFE sont comme en France une manière d'ouvrir la boîte de Pandore. Plût au ciel qu'elle ne fût encore que entrouverte !

Ludovic Chevutschi